

# Gandrange : trois scénarios pour une usine

Avant le comité d'établissement déterminant du 4 avril et la manifestation à l'appel des syndicats, demain devant la préfecture à Metz, petite synthèse des trois hypothèses autour du devenir de l'aciérie de Gandrange.

## Le plus probable

Lakshmi Mittal maintient son projet et ne conserve que le LCB (laminoin à couronnes et à barre) et les 300 emplois qui vont avec. Un plan social sera négocié dès le 14 avril, avec effet à partir de juillet. Quelque 575 et non plus 595 emplois doivent être reclassés, pour lesquels Mittal mettrait 20 M€. Départs avec mesures d'âge, mutations dans les unités du groupe, au sein des aciéries plats de l'ex-Sollac à Florange, dans les usines du Luxembourg, voire les autres sites d'ArcelorMittal en France.

Celui-ci envisagerait d'injecter 6 M€ en formation et outil industriel. En contrepartie, l'Etat et la Région Lorraine réclament le respect d'un plan de revitalisation de la vallée de l'Orne... moyennant finances de la part du géant mondial de l'acier. Le conseil régional a pris les devants.

Dans une missive au président de la République, il propose un plan industriel, qui s'articule d'une part dans le périmètre de la Grande Région autour du génie des procédés et des matériaux dans le domaine de l'environnement, et d'autre part autour du développement d'entreprises dans les domaines du logiciel et de l'informatique, le high-tech.

## Le plus incertain

« Obliger Mittal à vendre ! » Le combat de la CGT risque de faire long feu. Jusqu'à nouvel ordre, Mittal n'a jamais eu l'intention de vendre Gandrange — surtout

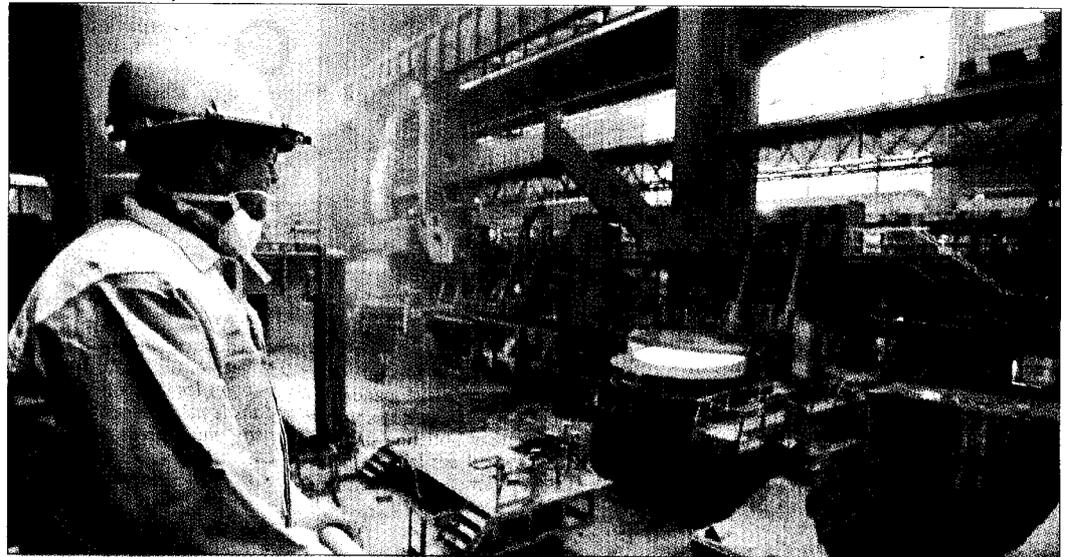


Photo Pascal BROCARD

Les syndicats de Gandrange manifesteront demain devant la préfecture à Metz. Sera-ce suffisant pour faire infléchir Lakshmi Mittal ?

pas à un concurrent potentiel — en dépit de la multiplication des candidats qui se font connaître avant de subitement disparaître de la circulation.

Lakshmi Mittal, acteur incontournable de la planète acier, a eu vite fait de dissuader ces audacieux qu'il connaît mieux que quiconque.

A commencer par le Brésilien Gerdau, qui a déjà fait savoir qu'il renonçait.

Voire du Russe Alexeï Mordachov, de Severstal, qui possède Ascometal (Hagon-dange) et auquel il vient de vendre une usine du Maryland, aux USA. La piste Zalewski semble abandonnée, tout comme Corus à Hayange qui utilise des blooms d'Angleterre et n'est pas intéressé par l'acier de Gandrange. Corus est, du reste, devenu indien depuis, avec son ra-

chat par Tata. Reste le discret et puissant sarrois Saarstahl, qui s'apprête à investir 450 M€ dans son outil. Il lui faudra davantage d'acier... Mais le groupe allemand ne lève pas le petit doigt.

## Le plus politique

Ces scénarios peuvent être chamboulés par l'intervention des politiques. Le président de la République en tête, venu à Gandrange le 4 février promettre de sauver le site, et qui souhaite revoir Lakshmi Mittal. Pourra-t-il faire revenir ce dernier sur sa décision au point de relancer Gandrange ? Voire de l'obliger à vendre à un repreneur ? Ce serait inespéré. Un remake du sauvetage d'Alstom en 2004.

« On a du mal à imaginer le gouvernement obliger Mittal à céder son usine »,

avait hier Paul Arker, président du Medef Moselle, à l'issue de l'assemblée générale des patrons. C'est en

tout cas le dernier espoir de gens de Gandrange.

Bernard KRATZ

## Fillon : « On veut que les emplois soient préservés »

« On peut admettre qu'un groupe important [ArcelorMittal] puisse proposer à ses salariés d'aller travailler à quelques kilomètres de Gandrange », a affirmé François Fillon, interrogé hier sur l'engagement de l'Etat dans le dossier de la fermeture partielle de l'aciérie. « La question n'est pas de savoir précisément où seront faits les investissements », a estimé le Premier ministre. « Ce qu'on veut, c'est que les emplois soient préservés, qu'il y ait des investissements », a-t-il déclaré. « Le groupe Mittal, ça n'est pas seulement la fermeture d'un équipement dans l'est de la France, c'est aussi des investissements sur les autres », a-t-il dit. « la question qu'il faut se poser, c'est de savoir (si) M. (Lakshmi) Mittal apporte un développement à l'économie française ou non ». « Nous ne voulons pas gérer les entreprises à la place des entreprises », a ajouté François Fillon.

Selon lui, le groupe ArcelorMittal n'a pas encore définitivement répondu aux questions de la France sur son projet de fermeture partielle de l'usine de Gandrange. « M. Mittal va voir le président de la République dans quelques jours », a précisé le Premier ministre. « Au vu des propositions qui seront faites, nous déciderons de notre position ».